

Initiatives ministérielles

de la victoire, et non par un intérêt altruiste envers les travailleurs canadiens.»

Le fait est, monsieur le Président, que les chefs syndicalistes se dépeignent toujours comme étant des gens altruistes, qui sont moralement supérieurs ce qui en fait aussi des hypocrites, dirais-je.

Pour ces chefs syndicaux, c'est un jeu, un jeu de petits durs qui se sont accoutumés il y a longtemps à la puissance et à la gloire, des durs qui font des menaces et de l'intimidation à l'endroit de leurs syndiqués et du public, incitant à la violence et conseillant à leurs membres de provoquer la police et de prendre part à des activités illégales. Les députés ont vu aujourd'hui cette note, je pense, qu'on a fait circuler sur la colline, qui était adressée aux chefs des piquets de grève le mardi 1^{er} octobre et qui indiquait les cibles de la violence et des tactiques illégales d'aujourd'hui. La stratégie, telle qu'elle était exposée dans cette note adressée aux chefs des piquets de grève, consistait à retarder les autobus le plus longtemps possible. Cela visait non seulement les autobus utilisés par les membres du syndicat qui essayaient d'aller travailler, mais aussi ceux utilisés par les gens qui allaient travailler dans d'autres secteurs.

Encore une fois, ce n'était pas seulement les membres du syndicat qui étaient gênés par cette manoeuvre, mais toutes les personnes qui prennent l'autobus du matin: les enseignants, les enfants qui vont à l'école, les travailleurs d'hôpitaux et les commis.

La note ajoute ce qui suit à propos de cette stratégie: «Veuillez prendre note que c'est une action illégale et qu'elle provoquera une intervention de la police.» Voilà les ordres du syndicat. On leur dit d'enfreindre la loi. C'est une position, sans aucun doute, qui est appuyée par le NPD. C'est le conseil que donnent les chefs syndicalistes. Ce ne sont pas des tactiques qui obtiendront le respect des Canadiens et qui feront fléchir le gouvernement.

Je ne peux pas croire que des fonctionnaires vaillants et honnêtes veulent enfreindre la loi pour satisfaire l'amour-propre des chefs dirigeant syndicalistes qui veulent continuer leurs petits jeux. Je crois que nos fonctionnaires comprennent que l'austérité est nécessaire. Ils sont prêts à accepter l'offre du gouvernement et ils veulent travailler.

Le *Globe and Mail* cite Jim Chorostecki, principal représentant syndical de la fonction publique à Toronto:

La grève commence vraiment à être à bout de souffle. Les gens veulent qu'elle prenne fin et que le différend soit réglé, et très franchement, nos membres le souhaitent aussi.

C'était assurément l'impression que j'ai eue cette semaine dans ma circonscription quand j'ai parlé aux syndiqués. Un jeune homme est venu dans mon bureau pour

me dire que lui et sa femme venaient d'acheter leur première maison. Ils avaient un bébé de dix-huit mois. Il veut reprendre le travail. Il n'ose pas à cause des pressions exercées par le syndicat. Il m'a dit qu'il n'avait pas eu la possibilité de voter pour élire ce chef syndicaliste, ni de voter pour décider de faire la grève.

Une voix: Où était-il? Il dormait?

M. Richardson: Je ne vais pas répondre au député. Assurément, les membres de la fonction publique devraient pouvoir voter maintenant sur cette décision.

Faisons-les voter par scrutin secret. Organisons un vote libre, sans pressions exercées par les chefs syndicalistes, par scrutin secret.

À mon avis, si on procédait à un vote aujourd'hui, la majorité des membres, une grande partie de la fonction publique, voudrait reprendre le travail. Les dirigeants sérieux voteraient et les membres de la fonction publique seraient en faveur de la reprise du travail.

[Français]

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, hier soir, quand j'ai prononcé un discours très bref au sujet de ce projet de loi, j'ai indiqué à la Chambre qu'à mon avis le gouvernement faisait mal les choses en ce qui concerne les fonctionnaires.

[Traduction]

Aujourd'hui, je voudrais donner des détails sur quelques-uns des points que j'ai abordés hier soir. Je conteste surtout, comme vous vous en souviendrez, le fait que les membres de la fonction publique du Canada, membres de l'Alliance de la fonction publique, se soient vu offrir une augmentation de 0 p. 100 à la table de négociation plus tôt cette année, après s'être fait dire qu'ils pourraient obtenir jusqu'à 3 p. 100 durant les négociations, et après qu'une augmentation de 4,2 p. 100 eut été accordée aux hauts fonctionnaires cette année. Je pense que ce chiffre est exact.

Le député d'Ottawa—Vanier fait signe que c'est exact. Il est très versé dans ce domaine et je suis sûr que ses chiffres sont plus précis que les miens.

Ce faisant, le gouvernement disait qu'une augmentation était justifiée pour les nantis, mais qu'une augmentation de 0 p. 100 était bien suffisante pour les employés les moins bien payés de la fonction publique. Voilà l'effet de l'offre salariale qui a été faite cette année.

Elle a été faite à un moment où l'inflation au Canada atteignait 6 p. 100. Nous ne parlons pas d'une année où 0 p. 100 n'aurait pas eu beaucoup de conséquences, mais l'inflation était à 6 p. 100. Pourquoi? À cause de la TPS, qui a fait monter le taux d'inflation plus que n'importe quelle autre mesure que le gouvernement pouvait prendre. Il a imposé la taxe le 1^{er} janvier dernier, contraire-